

La situation européenne et nos tâches, par Daniel Logan (Jean van Heijenoort)

(1)

1^{er} octobre 1944

Quand on analyse le projet de résolution on se rend compte qu'il contient deux ingrédients. D'un côté, on a des informations sur les conditions en Europe, ou plutôt en Italie, car, conformément à la méthode adoptée par les auteurs de ce projet, on n'étudie que la situation dans ce pays. Ces informations sont très précises et des fragments qu'elle contient sont souvent des réimpressions textuelles d'articles publiés dans *The Militant* et *Fourth International* il y a quelques semaines ou quelques mois. Quelques-uns de ces détails n'ont guère leur place dans une résolution pour une convention nationale mais devraient se trouver dans une thèse bien plus étendue. Par ailleurs, on trouve des répétitions de notre position socialiste qui auraient pu être écrites il y a un, deux, cinq ou dix ans.

Mais, d'une certaine façon, il entre ces deux composantes du projet de résolution, il semble que la réalité concrète de la période dans laquelle nous sommes en train d'entrer avec ses problèmes, ses nécessités, ses tâches spécifiques, ne soit pas saisie. Il y a quelques tentatives en ce sens, mais qui restent bien limitées et dans l'ensemble sans succès. Le projet de résolution ne semble pas centré avec précision. Ce centre est trop proche ou trop limité, car trop éloigné.

Ce défaut est étroitement relié à une série d'appréciations politiques fausses concernant les régimes qui viennent en Europe (et celui d'aujourd'hui en Italie), la nature des interludes démocratiques, etc. Ces erreurs politiques déséquilibrent une résolution qui, bien sûr, comporte nombre de points justes. La première chose à faire, c'est d'examiner ces erreurs.

L'Italie est-elle gouvernée comme sous le fascisme ?

Le point 73 du projet de résolution dit :

« Le fascisme, privé dans ses derniers jours de tout soutien de masse, ne pouvait gouverner qu'en tant que dictature militaro-policière nue. Les Alliés et leurs complices locaux gouvernent aujourd'hui l'Italie virtuellement de la même façon ».

Les auteurs du projet de résolution ont jugé prudent de mettre dans la dernière phrase le mot « *virtuellement* », qui peut fournir la base de pas mal de casuistique. Cependant, ou c'est comme le fascisme, et alors ce mot est sans intérêt — ou ce n'est pas de la même façon — et la première obligation des auteurs était de dire ce qu'est la différence. Comme ils ne l'ont pas fait, nous ne considérerons ce mot que comme un symptôme involontaire de malaise dans l'esprit des auteurs quand ils ont mis sur le papier cette affirmation étonnante.

Que veut dire le projet de résolution par « *les complices locaux des Alliés* » ?

Apparemment le gouvernement Bonomi (2) et les partis qui y sont représentés. Les deux plus importants sont les partis communiste et socialiste. Ces deux partis ont — comme le projet de résolution le dit au point 16, et à juste titre — « *le soutien et l'allégeance des masses* ». Autant que je sache, le fascisme n'avait pas « *dans ses derniers jours* » « *le soutien et l'allégeance des masses* ». Ainsi apparaît-il bien clairement que l'Italie n'est pas à l'heure actuelle gouvernée de la même façon — comme le prétend le projet — que sous le fascisme « *dans ses derniers jours* ».

Le projet de résolution explique à juste titre dans le point 20 qu'après l'entrée des Alliés dans Rome, « *le gouvernement Badoglio s'est tout simplement liquéfié sous l'hostilité des masses* ». Il a fallu former un nouveau gouvernement, dirigé par le libéral Bonomi. Pourquoi semblable initiative si la domination alliée est « *une dictature militaire nue* » ? De plus, selon le projet de résolution, « *Les staliniens, social-démocrates et leurs alliés libéraux ont directement assumé la tâche de garder les masses italiennes dans la soumission aux envahisseurs alliés* ».

Si les Alliés utilisent les dirigeants staliniens et socialistes pour maintenir leur domination, cela signifie que leur dictature n'est pas « *nue* », mais qu'elle est couverte de quelque chose et pas simplement « *militaire* », car, autant que je sache, les partis stalinien et socialiste n'ont pas obtenu « *le soutien et l'allégeance des masses* » par la force militaire nue. Le projet de résolution se trompe manifestement quand il identifie la domination actuelle en Italie avec le fascisme, fût-il dans ses derniers jours ou n'importe quand, et, ce faisant, tombe dans des contradictions insolubles.

Ces deux phrases du point 73 révèlent combien les auteurs du projet sont loin de comprendre la situation politique actuelle réelle en Italie, le mécanisme de la domination alliée, et par conséquent combien ils sont mal préparés à esquisser les tâches révolutionnaires actuelles. Supposons que le gouvernement Bonomi tombe demain et que les Alliés appellent Badoglio, si soigneusement mis en réserve par Churchill, « *pour nettoyer ce bordel* », ou même essaient de le faire eux-mêmes. Selon le projet de résolution, il n'y aura aucun changement politique, car ce sera, après comme avant, « *une dictature militaire nue* ». Combien ce projet est loin de notre tradition de caractérisation soigneuse et précise des régimes politiques ou de la vigilante observation de toute initiative et combien il se rapproche dangereusement de la méthode stalinienne d'identifications et de généralisations improvisées (social-fascisme) (3)!

« Dictature militaire nue »

Le point 73, déjà cité, déclare :

« Le fascisme, privé dans ses derniers jours de tout soutien de masse, ne pouvait gouverner qu'en tant que dictature militaro-policière nue. Les Alliés et leurs complices locaux gouvernent aujourd'hui l'Italie virtuellement de la même façon. C'est le cadre de la domination qu'ils entendent exercer dans toute l'Europe ».

Et le point 75 dit :

« Les impérialistes anglo-américains et les capitalistes locaux n'ont pas l'intention d'octroyer volontairement la moindre démocratie aux peuples d'Europe ».

Notons comment le projet de résolution pose le problème : les **intentions** des maîtres impérialistes sont prises en considération. C'est bien entendu indispensable pour examiner les plans de l'ennemi. Ce n'est cependant qu'une partie de la politique révolutionnaire. Il en est une autre qui consiste en une investigation soigneuse pour savoir **si** et **comment** ces plans peuvent être réalisés. Les suzerains impérialistes ne réalisent pas leurs intentions dans le vide. Leurs intentions se heurtent à celles d'autres classes. Le résultat de ce conflit est une situation politique concrète, dans laquelle nous devons agir.

Cependant le projet de résolution n'aborde pas cette partie de l'enquête et, par conséquent **les intentions des impérialistes sont données comme la réalité qui vient**. La discussion des perspectives politiques menace ainsi de revêtir un caractère subjectif (ce que les impérialistes veulent ou ne veulent pas), qui est étranger à la méthode marxiste.

Rien ne révèle plus clairement l'erreur du projet de résolution que le mot « *volontairement* ». Le point 76, nous l'avons vu, déclare :

« *Les impérialistes anglo-américains et les capitalistes locaux n'ont pas l'intention d'octroyer volontairement la moindre démocratie aux peuples d'Europe* ».

Mais la bourgeoisie a-t-elle jamais octroyé « *volontairement* » une démocratie quelconque ? Même au XIXe siècle, le suffrage universel a dû être conquis sur des barricades dans de nombreux pays d'Europe. Les classes n'ont jamais « *volontairement l'intention* » d'octroyer quoi que ce soit.

Elles agissent sous l'impact de l'action d'autres classes. Telle est du moins la manière marxiste d'analyser les initiatives politiques. Et le projet de résolution présente ce fait — que les impérialistes ne veulent pas volontairement octroyer la moindre démocratie — comme une profonde révélation sur le caractère de l'époque d'après-guerre. Avec l'examen de la situation politique européenne aussi faussement aiguillée sur l'aspect des intentions, nous sommes obligés, pour passer à la critique, d'adopter provisoirement l'hypothèse que le projet de résolution fait implicitement, à savoir que les intentions impérialistes vont coïncider avec la réalité, et nous devons examiner la question : est-ce que la domination des Alliés et de leurs complices locaux sur l'Europe est une « *dictature-militaro-policière nue* », semblable au fascisme « *dans ses derniers jours* » ?

A cette question, nous devons répondre « *Non* » pour nombre de pays européens, nous devons même répondre « *Non* », nous l'avons vu, pour l'Italie aujourd'hui. Bien entendu, il n'y a dans ce pays aucun soutien enthousiaste des Alliés — il s'en faut. Mais jusqu'à présent et encore pour un temps, les masses donnent « *soutien et allégeance* » aux partis socialiste et communiste lesquels, à leur tour, ne sont que de simples rouages dans le mécanisme de la domination anglo-saxonne, ce qui veut dire que cette domination n'est pas une « *dictature militaire nue* ».

Que sera la situation dans les autres pays ? Nous avons eu au cours des toutes dernières semaines l'expérience de la France et de la Belgique. Des milliers de Parisiens ont crié « *Thank you* » aux troupes américaines. Ce sont des foules de petits-bourgeois ? Probablement, quoiqu'il devait y avoir parmi eux de nombreux jeunes ouvriers. Mais il n'y a aucun doute que les ouvriers parisiens sont très heureux d'être débarrassés de la tutelle allemande. Ainsi les Alliés ont-ils accumulé un capital d'illusions qu'ils peuvent très vite gaspiller par leur politique réactionnaire, mais qui existent cependant pour une certaine période, et, quand il s'agit d'une domination tolérée du fait de certaines illusions, il ne s'agit pas d'une dictature militaire nue.

Si la domination des Alliés sur l'Europe devait durer, elle dégénérerait inévitablement en une « *dictature militaire nue* ». Mais il faut considérer ce problème de façon dynamique. **Aujourd'hui**, au point de départ, les Alliés ont dans beaucoup de pays un certain capital d'illusions démocratiques et patriotiques pour couvrir cette domination. Ce capital va-t-il être dépensé graduellement ? Les illusions vont-elles disparaître ? Bien entendu. Mais il y aura un certain processus — précisément celui de la maturation révolutionnaire des masses —, et notre tactique doit être adaptée aux étapes différentes de ce processus. Pour le projet de résolution, il n'existe que la fin, aucun début et par conséquent pas de processus, pas non plus de questions difficiles sur la tactique.

A quelles initiatives politiques avons-nous assisté pendant ces derniers mois dans des pays qui sont dans la sphère militaire des Alliés ? J'en vois trois importantes : le passage de Darlan-Giraud à de Gaulle, de Badoglio à Bonomi, de Mihaïljovic à Tito (4). Toutes ces initiatives allaient de la droite vers la gauche. Elles résultent, de façon très limitée et déformée, de la pression des masses. Pouvons-nous attendre d'autres changements du même genre à l'avenir ? Je crois que oui, et qu'ils iront plus loin à gauche. Bien entendu il y aura des mélanges tout à fait hétéroclites avec des « *dictatures militaires nues* ».

Mais c'est précisément là où se produiront de tels changements que des perspectives s'ouvriront pour la révolution prolétarienne. Les cas où l'on sautera d'une « *dictature militaire nue* » des Alliés à la dictature du prolétariat seront des exceptions, non la règle.

Le projet de résolution parle de régimes démocratiques bourgeois en Europe comme d'un bref épisode dans le déroulement de la lutte révolutionnaire (point 77). C'est incontestablement vrai, si on appelle « *brefs* » des interludes qui pourront durer de plusieurs mois à plusieurs années. Mais, de ce fait indiscutable, le projet de résolution tire une conclusion fautive, à savoir que de tels régimes ne méritent guère l'attention. De fait, ils n'ont mérité que six lignes du projet de résolution ? Ici cependant, l'élément du temps n'épuise pas le problème. De la révolution de février en Russie à celle d'Octobre, il s'est écoulé à peine huit mois. Dans le passage de la société tsariste à l'Etat ouvrier, cette période est en réalité « *un bref épisode* ». Mais ces huit mois ont été plus chargés en tournants politiques aigus, en initiatives tactiques du parti de Lénine que huit ans d'illégalité sous le despotisme tsariste. C'est pourquoi nous étudions aujourd'hui aussi attentivement ces huit mois. Un épisode démocratique bourgeois, si « *bref* » soit-il, est une période d'immense responsabilité politique dont nous avons eu de grandes expériences historiques. Nous allons entrer dans semblables « *épisodes* » dans nombre d'Etats européens. A quel rythme ? Nous ne le savons pas, mais c'est précisément pendant de tels épisodes que la révolution prolétarienne a les plus grandes chances de se préparer au succès. C'est précisément pendant de tels épisodes qu'apparaissent les problèmes tactiques les plus nombreux et les plus importants. C'est pourquoi une résolution de la convention nationale du SWP devrait leur consacrer plus de six lignes. Limiter notre attention à de tels « *épisodes* » sous le prétexte qu'ils sont « *brefs* », de caractère « *transitoire* », de simples expressions dans un « *cadre* » général, est un profond pédantisme.

Notons finalement que la théorie de la « *dictature militaire nue* » implique une révision complète du rôle joué par les partis stalinien et socialiste ou par les tendances bourgeoises démocratiques. Si la dictature militaire est « *nue* », aucun de ces groupes n'a de rôle à jouer. Qu'ils ne soient pas en train de se diriger vers un brillant avenir historique pour des décennies, nous pouvons en être d'accord. Cependant ils pourront jouer et ils joueront un rôle important pendant une période — précisément celle où nous sommes en train d'entrer — en tant que freins sur la locomotive de la révolution. En fait, le projet de résolution le dit à un autre point. Mais il se contredit quand, plus loin, il met en avant la théorie de la « *dictature militaire nue* » et montre ainsi qu'il s'appuie sur une base théorique qui est loin d'être clairement et profondément élaborée. Nous allons en voir un autre exemple.

Un type nouveau de démocratie bourgeoise

Un des points de la résolution qui plongent le plus dans la perplexité est le point 73. Essayons de le débrouiller bien que ce ne soit pas un travail facile. Le projet de résolution essaie d'établir une différence fondamentale entre les régimes démocratiques qui existaient entre les deux guerres mondiales (1918-1939) et ceux qui peuvent apparaître à l'avenir.

Les régimes démocratiques à venir en Europe seront plus anémiques, moins stables, plus prompts à devenir des dictatures, que ceux du passé — il n'y a pas de discussion là-dessus. Mais ce n'est pas assez pour le projet de résolution. Il veut établir une sorte de distinction essentielle entre passé et avenir reposant sur « *les conditions économiques et sociales* ».

Le point 74 déclare :

« *La démocratie bourgeoise, qui a fleuri dans la période de montée et d'expansion du capitalisme et la modération des conflits de classe qui fournissait une base pour la collaboration entre classes dans les pays capitalistes avancés est aujourd'hui dépassée en Europe* ».

Je pense que les auteurs du projet de résolution savent que la période de montée et d'expansion du capitalisme européen s'est terminée non en 1939, mais en 1914. Et, en un sens, la démocratie bourgeoise est dépassée depuis 1914. Mais ce n'est pas ce que veut dire le projet de résolution. Quand il dit que la démocratie « *est dépassée en Europe aujourd'hui* », il ne veut pas dire « *aujourd'hui* » de façon générale, comme la période où nous sommes entrés en 1944, mais spécifiquement à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en opposition à la période 1914-1939. Le point 76 dit :

« Les conditions économiques et politiques interdisent la restauration de la démocratie bourgeoise, même sous les formes déchirées par la crise qui existaient après la dernière guerre ».

Énoncée clairement, la théorie avancée par le projet de résolution est la suivante : la fin de la période de montée du capitalisme, qui s'est produite en 1914, interdit en 1944 la restauration des formes politiques qui existaient entre 1919 et 1939. De deux choses l'une : ou bien la cause économique a un effet immédiat, alors aucun régime démocratique n'aurait dû apparaître après 1914, c'est évidemment faux ; ou, bien que la base économique se soit effondrée, les formes politiques « *peuvent survivre* » « *se survivre à elles-mêmes* ». C'est là l'interprétation correcte. Mais alors, pourquoi cette « *survivance* » elle-même de la démocratie bourgeoise a-t-elle été arrêtée en 1944 par une condition économique qui est apparue en 1944 ?

Les auteurs du projet de résolution citent la Deuxième Guerre mondiale comme explication possible de l'impossibilité de la restauration de régimes démocratiques bourgeois même sous « *les formes déchirées par la crise* » qui existaient entre 1914 et 1939. Ce serait cependant une théorie tout à fait différente de celle qui est offerte par le projet de résolution, car ce projet tente de fonder cette impossibilité sur une condition économique, la fin de la montée du capitalisme en 1914. Mais attendons de voir comment les auteurs du projet de résolution essaieront de sortir de la difficile situation théorique dans laquelle ils se sont fourrés et, indépendamment de quelque cause que ce soit, examinons cette prétendue impossibilité du retour de formes politiques qui ont existé entre 1918 et 1939.

Relisons le point 76 du projet de résolution :

« Les conditions économiques et politiques interdisent la restauration de la démocratie bourgeoise, même sous les formes déchirées par la crise qui ont existé après la dernière guerre. Des gouvernements bourgeois démocratiques ne peuvent apparaître en Europe que comme des régimes intérimaires destinés à enrayer la conquête du pouvoir par le prolétariat ».

Les futurs gouvernements démocratiques bourgeois possibles en Europe seront des gouvernements intérimaires et ils ne seront pas une répétition des formes qui existaient entre 1918 et 1939. Cette distinction implique que les formes démocratiques entre 1918 et 1939 n'avaient pas un caractère intérimaire. Une véritable innovation dans notre mouvement ! La perspective fautive sur l'avenir se transforme soudain en embellissement du passé.

Devons-nous vraiment informer les auteurs du projet de résolution que la plupart des régimes démocratiques en Europe entre les deux guerres mondiales **avaient** un caractère intérimaire ? C'est assez clair en Italie, Pologne, Allemagne, Espagne, etc. pour ne pas parler du régime de Kerensky (5). Dans certains pays d'Europe occidentale, (France, Angleterre, Pays scandinaves), la démocratie bourgeoise prenait de plus en plus un caractère intérimaire dans les années précédant l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale. Non, vraiment, la tentative du projet de résolution de tracer une distinction entre les deux types de démocratie n'est pas très heureuse.

Peut-être les auteurs du projet de résolution veulent-ils dire que, dans le passé, les régimes démocratiques ont souvent commencé à exister après un soulèvement révolutionnaire malheureux, comme une sorte de sous-produits, tandis qu'à l'avenir ils n'apparaîtront qu'avant un assaut révolutionnaire. Cela impliquerait qu'à l'avenir **ou bien** aucune tentative révolutionnaire ne sera jamais battue, ou toute défaite sera suivie d'un régime dictatorial. En fait, c'est ce qu'écrit au point 77 le projet de résolution :

« Inévitablement ils (les régimes démocratiques bourgeois) seront remplacés par la dictature du prolétariat émergeant d'une révolution ouvrière triomphante ou par la sauvage dictature des capitalistes qui suivra la victoire de la contre-révolution ».

Ni l'une ni l'autre de ces deux propositions n'est justifiée. Prenons notre document international le plus autorisé, le Manifeste de la IV^e Internationale sur *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne*. Il dit :

« La révolution ne va-t-elle pas être trahie cette fois aussi, dans la mesure où il y a deux Internationales au service de l'impérialisme alors que les éléments authentiquement révolutionnaires ne sont qu'une petite minorité ? En d'autres termes, allons-nous arriver à préparer à temps un parti capable de diriger la révolution prolétarienne ? Pour répondre correctement à cette question, il faut la poser correctement. Naturellement tel ou tel soulèvement peut être vaincu et même doit l'être du fait de l'immaturité de la direction révolutionnaire. Mais il ne s'agit pas d'un soulèvement unique. Il s'agit d'une époque révolutionnaire entière ».

Cela répond à la proposition (1) que des défaites sont possibles. Quant à la proposition (2), ce document poursuit :

« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins que l'on considère comme telle une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies de guerres, de soulèvements, de brefs intermèdes de trêve, de nouvelles guerres, de nouveaux soulèvements ».

« De brefs intermèdes de trêve » c'est précisément ce qu'a été la démocratie dans nombre de pays d'Europe entre les deux Guerres mondiales ; des intermèdes de trêve dans lesquels les classes qui s'affrontaient se sont préparées à de nouveaux combats. C'est ce qu'était la république de Weimar. Demain comme hier, nous pouvons attendre de tels intermèdes démocratiques après la défaite temporaire d'assauts révolutionnaires. La seule différence entre le passé et l'avenir est que, dans l'avenir, les intermèdes seront plus brefs. C'est une certaine différence quantitative, mais il n'y a pas de différence qualitative

entre deux espèces de régimes de démocratie bourgeoise avant 1939 et après 1944, une différence prétendument basée sur *« les conditions économiques »* qui existent depuis... 1914. L'affirmation du projet de résolution selon lequel *« Les conditions économiques et politiques interdisent la restauration de la démocratie bourgeoise même sous les formes déchirées par la crise qui existaient après la dernière guerre »*

montre qu'il ne comprend pas bien ni le passé ni l'avenir.

L'échec d'un sauvetage

La discussion peut sembler passablement compliquée et quelque peu obscure au lecteur non initié. Mais je vais donner la clé du mystère.

L'histoire a commencé il y a presque un an, dès le plénum du 15^e anniversaire (octobre 1943). Les auteurs du projet de résolution originel pour ce plénum présentèrent un projet qui excluait

explicitement la possibilité que des gouvernements de démocratie bourgeoise existent jamais en Europe.

Confrontés à l'opposition à cette conception de quelques camarades, spécialement les camarades Morrow et Morrison, le plénum a dû abandonner cette position intenable, bien qu'il le fit sans la plus grande clarté et précision. Depuis, les événements ont révélé la fausseté de la théorie originelle à tout un chacun, peut-être même à ses auteurs. Ainsi les auteurs de l'actuel projet de résolution ont dû admettre la possibilité en Europe de régimes démocratiques, mais, comme ils se sentaient solidaires des malheureux auteurs de la théorie du plénum, et avaient peut-être même quelque sympathie pour eux, ils durent trouver une sorte d'excuse : « *Oui, il y aura à l'avenir des régimes démocratiques, mais, voyez-vous, ils ne seront jamais ce qu'ils avaient été dans le passé* ». C'est ainsi que vint au monde la théorie des deux sortes de démocratie bourgeoise, celle d'avant 1939 et celle d'après 1944. La création fut parfaite quand une base « *économique* » fut trouvée pour elle : « *la différence, voyez-vous, provient de la fin de la montée du capitalisme* »... qui s'est produite en 1914.

La différence entre les deux sortes de démocratie est aussi fautive théoriquement que la prétendue impossibilité de régimes démocratiques bourgeois à l'avenir, et, d'une certaine façon, elle sème plus de confusion car elle tend à étendre cette conception tant au passé qu'à l'avenir.

Nous ne serions pas surpris si le projet de résolution, avec un arsenal théorique fourni par des conceptions comme « *la dictature militaire nue* » ou les deux sortes de démocratie bourgeoise, est incapable de centrer avec précision les tâches politiques de la période présente.

Le problème des revendications démocratiques

L'Europe bouillonne maintenant de mouvements révolutionnaires qui ont jailli sous l'impact de la tyrannie allemande. Dans toute l'Europe, les masses sont allées très à gauche : elles veulent la liberté, sont sensibles à toute espèce d'oppression. C'est un énorme danger potentiel pour la domination des Alliés et en conséquence toute la domination bourgeoise en Europe. Comment transformer ce danger potentiel en péril réel et direct ? C'est le problème central de l'heure. Dans cette transformation, les programmes de revendications démocratiques ont un rôle important à jouer. Leur rôle a été grand dans le développement de toutes les crises révolutionnaires (Russie, Allemagne, Espagne, etc.) mais avec les conditions qui prévalent en Europe aujourd'hui, elles acquièrent une importance particulière.

Des milliers, des dizaines de milliers peuvent apprendre par la propagande directe. Ils constituent l'avant-garde ; ils viennent au parti révolutionnaire sur la base de son programme socialiste. Mais des millions, des dizaines de millions — et la révolution est impossible sans la participation active de dizaines de millions — devront venir au socialisme à travers leur expérience propre. Ils ont à écarter l'un après l'autre les régimes sur lesquels ils ont eu des illusions. Ils doivent écarter les mauvais dirigeants en qui ils ont pu mettre leur confiance. La tâche du parti révolutionnaire est d'aider et de faciliter autant que possible ce processus, mais il ne peut sauter par-dessus. C'est précisément à quoi servent les revendications démocratiques ou transitoires. C'est précisément la méthode bolchevique pour gagner les masses en étant avec elles dans l'action, par opposition à l'endoctrinement propagandiste sur les avantages du socialisme dans l'esprit de la IIe Internationale.

Sous la monarchie, nous appelons à la proclamation de la République. Sous un régime bourgeois démocratique, nous appelons aux formes les plus démocratiques (une seule chambre, élections immédiates, etc.). Quand la marée révolutionnaire a monté suffisamment haut, nous appelons à l'expulsion du gouvernement des représentants des partis bourgeois. Nous appelons les dirigeants opportunistes à prendre le pouvoir s'ils ont la confiance de la majorité des travailleurs, etc. Voilà ce que seront les problèmes vitaux de tactique en Europe dans les mois qui viennent.

Il est vrai que le projet de résolution parle de revendications démocratiques. Il consacre même à ce problème cinq lignes — pas moins. Mais il ne montre pas la connexion spécifique d'un tel programme et de la situation politique présente. Comment peut-il remplir semblable tâche, armé qu'il est de théories politiques fausses que nous avons examinées ? Ainsi les phrases sur les revendications démocratiques dans le projet conservent un caractère général, abstrait, et ne peuvent pas ne pas apparaître comme simplement **rituelles**.

Pendant des années, nous avons discuté avec des opposants sur le problème des revendications démocratiques, surtout concernant les pays dominés par le fascisme. Nous avons fait des prédictions. Ainsi, il y a plus de onze ans, Trotsky écrivit, à un moment où le fascisme n'avait pas encore installé dans toute l'Europe sa tyrannie la plus brutale (aujourd'hui 400 millions ont souffert sous elle !) :

« *Le régime fasciste conserve les préjugés démocratiques, les recrée, les inculque à la jeunesse et est même capable de leur donner, pour peu de temps, une très grande force* ».

Que penser de cette prédiction ? La récente expérience française l'a-t-elle ou non confirmée ? Quelle est la situation présente ? Le projet de résolution ne donne aucune réponse.

La façon accidentelle et superficielle dont l'ensemble du problème des revendications démocratiques est traité est bien exemplifiée par les mots d'ordre mentionnés dans le texte. Voici les mots d'ordre démocratiques qui sont donnés :

« *Election libre de tous les fonctionnaires, liberté de la presse* » (point 53). Pourquoi ceux-là sont-ils ainsi extraits des autres ? Qu'en est-il des autres ? C'est vrai qu'il y a, à la fin de la phrase, un petit « *etc.* » dans lequel on peut fourrer n'importe quoi.

La « *libre élection de tous les fonctionnaires* » inclut celle des administrateurs des villages, villes et cités. Mais comprend-elle celle des députés ? Que dire du problème du Parlement et de la représentation démocratique ? Il y a plus de treize ans, Trotsky estima possible de lancer sous forme d'hypothèse le mot d'ordre d'Assemblée Constituante pour l'Italie lors de la chute du fascisme. En août 1943, *The Militant* reproduisit cet article de Trotsky sans ajouter aucun commentaire quant à l'utilisation de ce mot d'ordre. Cependant nous ne sommes plus en 1931 mais en 1944. Nous avons maintenant — nous devrions avoir — sous nos yeux la réalité. Comment ce problème se présente-t-il aujourd'hui ? Le projet de résolution garde là-dessus le même silence que *The Militant*.

Une autre revendication démocratique importante aujourd'hui en Italie est celle de **République**. Apparemment les auteurs du projet de résolution ne l'ont pas rangée parmi les mots d'ordre démocratiques, parce que, bien que dans la tradition de notre mouvement, elle n'est pas aussi rituelle que la liberté de la presse, ne vient pas seul sous la plume. Ou y a-t-il une autre raison ? Ce mot d'ordre est l'un des plus indiqués par la situation actuelle, et nous allons l'examiner un moment.

La question de la République en Italie

Un des problèmes centraux de la vie politique italienne a été jusqu'à présent l'existence de la monarchie. Les discussions là-dessus ont jeté une vive lumière sur la servilité, la corruption et l'ignominie de tous les partis italiens officiels, y compris les staliniens. Le roi a été le complice de Mussolini pendant vingt ans. Avant de quitter les Etats-Unis pour l'Italie l'auto-intitulé libéral comte Sforza (6) a écrit : « *Il se peut qu'il existe une fraction des Italiens qui soient encore pour la monarchie, mais après tant d'actions honteuses et de trahisons, ce ne pourrait être que pour des raisons de commodité* ». Cependant il est vite apparu que les « *raisons de commodité* » étaient assez puissantes pour être respectées par Sforza lui-même. Nous avons assisté alors à l'une des farces politiques les plus répugnantes dont les acteurs étaient quelques naufragés du libéralisme comme Croce (7) et Sforza

lui-même, les staliniens et les divers partis démocrates et social-démocrates. En coulisses, la croûte supérieure réactionnaire de la société italienne et la diplomatie alliée se réjouissaient de cet extraordinaire spectacle.

Croce, le philosophe du compromis, expliquait qu'il était « *contre le roi en tant que personne, mais pas contre l'institution monarchique* ». Les poltrons libéraux ont toujours rêvé de conserver la monarchie et de n'avoir que de « *bons rois* ». Le garçon de courses stalinien Palmiro Togliatti (Ercoli) (8), arrivé de Moscou, a déclaré qu'il était « *contre le roi en tant qu'institution mais pas en tant que personne* », car il avait sans doute été impressionné par la remarquable et généreuse personne du roi. Un compromis honteux a été conclu quand le prince héritier est devenu lieutenant-général du royaume (9).

La monarchie demeure le centre de ralliement de la réaction : les réactionnaires du « *Parti bleu* », l'Église et la diplomatie alliée. Tout développement nouveau de la révolution italienne soulèverait inévitablement la question de l'existence de ce foyer d'intrigues contre le peuple, la Cour.

A tous les maquignonnages entre les monarchistes, les cadavres ambulants du libéralisme et les stalino-royalistes, le parti révolutionnaire doit répondre par le cri : **Proclamation immédiate de la République !** Arrestation du roi, du prince héritier et de toute la famille royale ! Confiscation immédiate de toutes les propriétés royales au bénéfice du peuple !

Le parti qui, pendant les semaines que nous vivons, diffuserait inlassablement ces mots d'ordre dans les larges masses attirerait inéluctablement leur attention et ainsi les préparerait à entendre des mots d'ordre plus avancés. A une étape ultérieure, il jouirait de l'autorité d'avoir prévu la marche du développement et d'avoir été avec les masses dans leurs luttes les plus élémentaires. Le bénéfice en serait énorme.

Le mot d'ordre de république est d'autant plus imposé par toute la situation actuelle que les partis ouvriers officiels ont rallié la monarchie. Le mot d'ordre n'est pas dirigé seulement contre le régime actuel et les Alliés, mais il est aussi une arme aiguisée contre les coalitionnistes, les partis stalinien et socialiste.

Pour éclairer un peu ce problème, il nous faut essayer de déterminer à quel stade nous nous trouvons de la révolution italienne. Dans ce but, des parallèles historiques et des exemples sont utiles, et même indispensables (10). A condition de les utiliser avec suffisamment de prudence et de ne pas oublier les différences, ils peuvent nous fournir de convenables points de repère.

En l'espace de vingt ans, le fascisme a peu à peu perdu son influence dans la « *masse* » de ses partisans petits-bourgeois et est devenu un pur et simple régime bonapartiste, reposant essentiellement sur l'appareil policier. Aussi la chute de Mussolini a été presque aussi anodine que le renvoi d'un autre chef bonapartiste, Primo de Rivera (11), en janvier 1930. Le général Berenguer (12) lui succéda. Le premier résultat fut l'abolition de la censure, les discussions politiques éclatèrent et le problème politique qui en était le centre était l'existence de la monarchie. Un an passa pendant lequel les démocrates bourgeois prodiguèrent les discours grandiloquents, les étudiants manifestèrent, les ouvriers luttèrent contre la police. En février 1931, Berenguer démissionna : deux mois plus tard, Alfonso XIII (13) fut obligé de fuir et la république fut proclamée. La révolution espagnole était en marche vers de nouveaux sommets.

Si l'on se réfère au calendrier révolutionnaire espagnol, il faut bien se rendre compte que l'actuel régime du lieutenant-général correspond à l'intermède Berenguer. Les différences entre les deux situations sont importantes et évidentes. Une nouvelle guerre mondiale se déroule, à laquelle participe l'Italie, occupée par deux camps adverses. Des troupes étrangères resteront longtemps encore sur le

sol italien. D'autre part, une révolution européenne générale approche, à laquelle le sort de la révolution italienne sera étroitement lié. En tout cas, à l'étape présente, le parallélisme historique démontre clairement la justesse du mot d'ordre de république.

Pendant des mois, le problème des revendications démocratiques pour l'Italie a été complètement oublié par notre presse. Il y avait des commentaires journalistiques sur les initiatives politiques prises, comme la formation du gouvernement Bonomi, etc. Il y avait une constante réaffirmation de notre programme socialiste. Mais il n'y avait nulle indication de la façon d'appeler les masses à l'action. Un demi-tournant a eu lieu le 22 juillet quand *The Militant* (14) en vint à écrire sur une série de revendications démocratiques, bien que de la façon la plus obscure et la plus confuse. Le mot d'ordre de « *renversement de la monarchie* » fut lancé. Pourquoi sous cette forme négative et non comme la proclamation immédiate de la république ?

Depuis lors, notre presse en est venue à répéter quelques fois une « *République ouvrière et paysanne* ». Il doit être clair qu'il ne s'agit pas d'une revendication démocratique ni même transitoire. Ce n'est qu'une expression plus populaire pour la dictature du prolétariat, et, en tant que telle, elle a jusqu'à présent conservé un caractère purement propagandiste. Il n'y a pas d'objection à son utilisation, bien sûr, mais il doit être clair que cela n'élimine nullement le besoin actuel de la revendication démocratique de la proclamation de la république.

Il est bien entendu que cette discussion ne devrait pas tendre à donner au mot d'ordre de république en Italie une importance disproportionnée. C'est à l'heure actuelle un mot d'ordre d'agitation très utile dont le poids spécifique dans nos activités quotidiennes devrait cependant être laissé, à cette étape, à l'estimation des camarades directement intéressés.

Si nous avons particulièrement insisté sur lui, c'est parce que ce mot d'ordre est très important comme révélateur. Il est toujours très facile d'écrire ou d'adopter des formulations générales sur les revendications démocratiques. Il y en a eu pendant des années dans nos documents. Mais tout cela n'a guère de valeur si on reporte toujours indéfiniment des applications concrètes sur les revendications démocratiques. D'un autre côté, bien des signes indiquent qu'on pourrait bientôt entrer dans une nouvelle étape en Italie. Il peut se faire que la question de la République soit vite réglée. Le mot d'ordre qui aurait alors une grande importance est : **Gouvernement Togliatti-Nenni** (15).

Le danger de l'ultra-gauchisme (16)

Quelques camarades soulèvent contre l'utilisation actuelle des revendications démocratiques l'argument suivant : une telle utilisation serait excellente si la IVe Internationale avait maintenant en Italie un grand parti capable de mettre en mouvement de grandes masses, mais malheureusement ce n'est pas encore le cas. C'est pourquoi le problème est bien différent.

A l'heure actuelle, il faut construire un fort parti révolutionnaire et pour cela aucun programme de revendications démocratiques n'est utile. Les prémisses de ce raisonnement sont justes, mais la conclusion fautive. Il est bien vrai que la construction d'un parti révolutionnaire en Italie est encore devant nous et que la victoire est inconcevable sans qu'on ait forgé un tel parti. Mais cette tâche ne peut pas être réalisée en-dehors de la lutte quotidienne des masses — en serre, pourrait-on dire.

Cette question a été débattue très souvent en Europe, particulièrement en France et en Belgique en 1934-36, à l'époque où la situation politique était déjà prérévolutionnaire et les organisations de la IVe Internationale encore très faibles. Trotsky et l'exécutif de la IVe Internationale se sont toujours résolument opposés aux tendances qui voulaient restreindre nos groupes à des programmes et des

mots d'ordre strictement propagandistes jusqu'au jour où ils auraient réuni un grand parti et surgiraient, comme Minerve de la tête de Jupiter. On ne peut pas combattre un danger opportuniste possible dans un jeune parti par une « *petite dose* » d'ultra-gauchisme, mais seulement en traçant une politique bolchevique juste.

Je pense que la résolution devrait comporter une mise en garde brève mais nette contre l'ultra-gauchisme. La guerre a suscité une terrible vague de réaction. Les partis ouvriers officiels n'ont pas été les derniers à suivre ou même impulser cette vague. Les staliniens ont été, en paroles et en actes, à la pointe de la réaction. Les restes de la IIe Internationale, légèrement choqués par une telle impudence, suivent du mieux qu'ils peuvent.

Dans ces conditions, on pourrait dire : « *Le principal danger est l'opportunisme ; pourquoi se préoccuper de l'ultra-gauchisme ?* ». Une telle façon de poser la question est tout à fait fautive. Le danger opportuniste est énorme, en vérité, mais c'est précisément la raison pour laquelle le danger sectaire ne peut pas être ignoré, mais doit être attentivement surveillé. L'opportunisme n'élimine pas l'ultra-gauchisme, au contraire, il l'engendre. L'ultra-gauchisme n'est qu'une autre face de l'opportunisme, son ombre, une réaction infantile contre lui et, en un sens, la rançon que doit payer pour lui la classe ouvrière.

La putréfaction de la IIe Internationale pendant la dernière guerre a provoqué l'apparition de bien des tendances ultra-gauchistes. L'organisation allemande de Luxemburg et Liebknecht (17) était imprégnée d'ultra-gauchisme et c'est précisément pour cette raison qu'elle s'est cassé le cou ; en France, l'opportunisme se mêlait à l'ultra-gauchisme dans des mots d'ordre grandiloquents, etc. Lénine fut obligé d'écrire un pamphlet spécial contre l'ultra-gauchisme, maladie infantile.

A la fin de la présente guerre et avec la montée révolutionnaire, nous pouvons nous attendre aux mêmes tendances, probablement avec une intensité bien plus considérable. Au dernier plénum, j'ai parlé du danger qui vient de l'ultra-gauchisme. Depuis lors, des événements, dans un pays au moins, sont arrivés à l'ordre du jour, pour ainsi dire, afin de démontrer la réalité de ce danger. En Angleterre les « *ruptures* » deviennent un sérieux problème. Dégoûtés de la politique de trahison des dirigeants syndicaux et du parti stalinien, les ouvriers quittent les syndicats et demandent pourquoi un syndicat (18) ? Les anarchistes profitent de cet état d'esprit. Ce n'est que le premier signe de ce qui va arriver.

Une nouvelle génération de jeunes révolutionnaires surgira, qui n'aura pas accumulé beaucoup d'expérience. Dans plusieurs cas, notamment en Italie, ils auront grandi dans l'illégalité, sans beaucoup d'occasions d'étudier les leçons du passé. Les crimes de l'ordre bourgeois ont été si atroces, la servilité des fonctionnaires des partis ouvriers si répugnante, que l'on peut s'attendre à bien des réactions d'impatience. De plus, l'Europe a connu quatre années de sabotage et de terrorisme qui ne peuvent pas manquer de laisser des traces d'aventurisme dans la politique de plus d'un bon parti ouvrier révolutionnaire.

Sous les coups de l'expérience, au cours des vingt ans de l'entre-deux-guerres, l'ultra-gauchisme a été obligé d'abandonner plusieurs de ses positions initiales. Mais le point auquel il resta le plus obstinément attaché fut son hostilité à l'emploi des mots d'ordre démocratiques de transition. Notre mouvement doit précisément mener là-dessus une longue lutte. Il n'est pas inutile de signaler dès maintenant qu'un des premiers documents politiques qui nous sont parvenus d'Italie, le *Manifeste* des trotskystes italiens, ne contient que quelques parties confuses et erronées qui ont déjà été examinées dans notre presse (19) Mais un aspect nettement négatif de ce document, c'est son caractère abstrait, sa distance de la vie politique italienne et par conséquent son incapacité à mettre en avant un programme d'action lié aux besoins des masses italiennes.

Nous entrons maintenant dans une époque historique au cours de laquelle la propagande générale ne saurait suffire. Les libéraux, les réformistes et tous les admirateurs du progrès bourgeois ont toujours espéré que la Russie tsariste s'élèverait progressivement au niveau culturel et démocratique de l'Europe occidentale. Ce fut tout le contraire, Avec la désagrégation de la civilisation capitaliste, l'Europe occidentale est tombée au niveau de la Russie despotique et même plus bas encore ; les réformistes et les centristes avaient coutume de considérer le bolchevisme comme un produit de la Russie arriérée, pas assez bon pour le socialisme occidental éclairé.

Et maintenant, l'Europe toute entière est bonne pour le bolchevisme. L'histoire met tous les enseignements du bolchevisme à l'ordre du jour plus impérativement que jamais. Et l'un de ces enseignements, c'est le mépris du bolchevisme pour la simple propagande visant à éclairer quant aux vertus du socialisme, c'est sa capacité à sentir les aspirations des masses, à exploiter le côté progressiste de ces aspirations et, là-dessus, à mener une action susceptible de détacher les masses de leurs partis et de leurs chefs conservateurs. Puisse cette leçon n'être pas oubliée dans les temps présents.

Les Etats-Unis socialistes d'Europe

Le projet de résolution dit au point 32 sur le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe :

« Il correspond aux besoins et aux expériences des masses européennes qui sont en train d'apprendre que c'est seulement par la destruction de l'Etat national dépassé et réactionnaire et par l'unification économique et la collaboration socialiste des peuples libres d'Europe que la menace de nouvelles guerres dévastatrices peut être supprimée et la liberté et le bien-être matériels assurés. »

Quelques lignes plus haut, le projet de résolution avait indiqué que le prolétariat d'un pays européen aidera militairement les ouvriers d'un autre pays *« en ne se préoccupant pas, courageusement, des frontières dépassées et réactionnaires »*.

Ces formules ne manquent pas d'ambiguïté et peuvent recouvrir une position juste comme une position fautive. Sans connaître l'interprétation exacte qui leur est donnée par les auteurs du projet de résolution, je crois nécessaire de donner ici ma position personnelle, comme contribution à une formulation plus précise de la question dans la résolution finale.

Aucun doute que, dans la lutte militaire contre l'impérialisme et ses agents le prolétariat, courageusement, n'hésitera pas à ne pas se préoccuper des frontières nationales. Mais cela signifie-t-il que les frontières d'Etat vont disparaître du jour au lendemain ? Je ne le pense pas. Les problèmes nationaux européens ne peuvent pas être supprimés par la signature d'un décret abolissant les frontières des états. Il faudra toute une époque historique pour les résoudre.

« Etats-Unis » implique l'existence d'Etats différents, c'est-à-dire de frontières. Il signifie que chaque nation de la fédération a le droit de dire oui ou non, le droit d'auto-détermination, jusques et y compris le droit de sécession. Les Etats-Unis socialistes d'Europe ne peuvent reposer que sur la conviction de chaque peuple que ce n'est que par une organisation fédérative que l'Europe peut vivre ; la violence ne peut pas accélérer l'acquisition de cette conviction, mais peut au contraire la retarder.

Après le renversement de la bourgeoisie, nous ne souhaitons pas marcher au socialisme par la violence, mais en convaincant patiemment les peuples de la supériorité de la centralisation. Exactement comme dans la question agraire, nous ne sommes pas partisans de la *« collectivisation forcée »* mais voulons démontrer au paysan, par sa propre expérience, les avantages des grandes entreprises collectives sur la petite propriété, de même dans la question nationale, nous sommes contre toute *« unification forcée »* et la seule garantie réelle, pas fictive, c'est le droit de sécession.

Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe est une tentative de résoudre le conflit entre les nécessités centripètes d'une économie centralisée et les tendances centrifuges héritées des siècles passés. C'est une formule dynamique, dont le contenu ne cessera de changer. Elle commencera sans doute par la collaboration militaire, puis viendra une coordination des plans économiques et ainsi de suite jusqu'à une unification économique, sociale, politique et culturelle totale du continent. On n'y arrivera pas en un jour, ni même en quelques années et en outre cela dépendra largement de ce qui se passera dans le reste du monde.

A une certaine étape, le processus de centralisation par la fusion des divers Etats européens en un seul, qui dépérira ultérieurement ou commenceront-ils à dépérir avant d'avoir été totalement amalgamés ? Nous ne pouvons le dire maintenant, mais nous pouvons n'avoir jamais un seul Etat.

Les meilleurs exemples que nous ayons jusqu'à présent d'unification fédérative sont ceux de deux nations bourgeoises : la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique. Dans les deux cas, la force motrice pour l'unification vint d'une menace extérieure. En Suisse, les cantons urbains et ruraux avaient des intérêts fortement divergents, mais ils étaient également menacés du danger de domination autrichienne. En Amérique, les treize colonies étaient loin de voir du même œil toutes les questions, mais elles devaient unir leurs forces pour résister à l'Angleterre. De la même façon, en Europe, la force motrice de l'unification sera la nécessité de combattre la domination du suzerain yankee et conduira à une coopération militaire, économique et politique.

A quel rythme ? Impossible de le dire. L'exemple de l'Amérique montre aussi que la construction d'un pouvoir fédéral fut un processus long, s'étendant sur plus d'un siècle et nécessitant une guerre civile de quatre ans. Les nations européennes aujourd'hui sont certainement plus séparées les unes des autres que ne l'étaient les treize colonies [américaines]. Le socialisme aura sans doute d'autres méthodes que le capitalisme pour atteindre l'unification. Il serait puéril et dangereux cependant de s'attendre à la disparition des frontières nationales et la disparition soudaine de tous les problèmes nationaux un beau matin, par la signature d'un décret.

Le capitalisme en putréfaction va léguer au prolétariat victorieux un continent ravagé par les guerres et les haines nationales. Il faudra apaiser les soupçons. Toute initiative précipitée ne peut que les raviver, ralentir et non accélérer la véritable unification socialiste. De toute façon, quel que soit le rythme, le premier grand pas sera fait, non par l'établissement d'un Etat européen unique, mais par la formation d'une fédération d'Etats qui implique des frontières, d'un nouveau type bien sûr, mais des frontières entre Etats ouvriers, néanmoins des frontières, pour un certain temps.

Conclusion

Je ne peux pas dire que j'aie abordé toutes les questions que je voulais, mais ce document est assez long et la discussion qui vient nous montrera sans aucun doute les questions qui méritent investigation et clarification.

Les erreurs théoriques du projet de résolution sur la « *dictature militaire nue* » ou les deux sortes de démocratie bourgeoise doivent être corrigées sans équivoque. Cela affermira l'axe de la résolution. L'attention doit être concentrée sur les problèmes spécifiques de la période où nous sommes en train d'entrer. La question des revendications démocratiques ne peut pas être traitée en cinq lignes, mais il faut en examiner en profondeur tous les aspects. Le mot d'ordre de proclamation immédiate de la république en Italie doit être intégré. Bien qu'une bonne partie du projet de résolution soit utilisable, il faudra en récrire une bonne partie.

Nous entrons maintenant dans une période de transition qui va aller de l'effondrement de la domination allemande sur l'Europe à la dictature du prolétariat. **La question du caractère et de la longueur de cette période est liée directement au problème de la formation du parti révolutionnaire.**

Celui qui ne fait pas suffisamment attention à cette période, qui fait comme si nous allions la traverser automatiquement, essaie de sauter par-dessus théoriquement, ignore ses problèmes particuliers, etc. — quiconque fait cela (et je crois que les auteurs du projet de résolution le font dans une large mesure) **obscurcit les problèmes et augmente donc les difficultés dans la construction du parti.** L'aide la plus importante que les membres du SWP peuvent apporter maintenant à leurs camarades européens, est de corriger avec soin le projet de résolution et de présenter un document impeccable.

Notes :

(1). **Internal Bulletin** VI, 8, octobre 1944, publié par le SWP avec en sous-titre « *Contribution à une critique du projet de résolution du Comité national du SWP* », pp. 117.

(2). **Ivanoe Bonomi** (1873-1952), libéral italien, chef du gouvernement avant Mussolini et après Badoglio, opposant antifasciste modéré au régime, il avait été préféré à Badoglio qui avait un lourd passé fasciste.

(3). Rappelons que, pendant la période de montée du nazisme au pouvoir, les staliniens rejetaient la responsabilité sur la social-démocratie en disant qu'elle se « *fascisait* ». D'où le terme de « *social-fasciste* » qu'ils substituaient à celui de « *social-démocrate* » et qui était ressenti comme une injure, un important obstacle au front unique entre socialistes et communistes face à Hitler.

(4). **Draja Mihajlovic** (1893-1946), officier serbe, monarchiste, lié à la famille royale, organisateur, à partir d'unités de l'armée serbe, des *Tchetniks*, guerillas serbes qui combattirent les Partisans à direction communiste. **Josip Broz dit Tito** (1892-1980), ouvrier croate, prisonnier de guerre gagné au bolchevisme en URSS, membre de l'appareil de la Comintern et chef du PC yougoslave en 1937. Il était l'organisateur des Partisans. Les Alliés, URSS y compris, soutinrent initialement Mihajlovic, puis se rallièrent à la plus grande efficacité de Tito et abandonnèrent le chef des Tchetniks qui fut finalement fusillé en 1946.

(5) **Aleksandr Fiodorovitch Kerensky** (1881-1970), avocat, fut chef du Gouvernement provisoire en Russie de juillet à octobre 1917.

(6) **Le comte Carlo Sforza** (1873-1952) diplomate, ministre des affaires étrangères, ambassadeur, sénateur, avait été un des chefs de file de l'opposition modérée au fascisme jusqu'en 1926 où il s'était exilé. Il avait gagné les EU en 1940.

(7) **Benedetto Croce** (1866-1952), philosophe et politicien italien, opposant modéré au fascisme, resté en Italie pendant son régime, avait de l'autorité chez les intellectuels.

(8) **Palmiro Togliatti**, dit **Ercoli** (1893-1964), compagnon d'Antonio Gramsci à l'*Ordine nuovo*, à Moscou depuis les années 20, avait été installé par Staline à la tête du PC italien et était l'un des responsables de la Comintern. Il revint après l'armistice de 1943 et se prononça pour le soutien de la monarchie pour des raisons militaires : la nouvelle politique, « *le tournant de Salerne,* » fut annoncée par un retentissant discours prononcé dans cette ville.

(9)Le prince **Umberto** allait devenir le roi **Humbert II** (1904-1983) pour quelques mois en 1946 et mourut en exil.

(10)On sait quelle place parallèles et exemples tenaient dans la méthode de travail de Trotsky avec qui l'auteur avait travaillé sept ans.

(11)**Miguel Primo de Rivera y Orvaneja** (1870-1930), général espagnol lié au roi, prit le pouvoir par un *pronunciamiento* en 1923 et se retira en 1930.

(12)Le général **Damaso Berenguer Fusté** (1873-1953) s'était distingué dans la guerre contre la révolte rifaine puis avait été nommé Chef des Hallebardiers de la Garde, avant d'être chef du gouvernement (1930-1931) et de créer les *Regulares*, unités de soldats marocains encadrés par des officiers espagnols, destinées à la répression et au maintien de l'ordre public.

(13)**Alfonso XIII de Bourbon** (1886-1941), fut roi d'Espagne de sa naissance à 1931.

(14). **The Militant** était l'hebdomadaire du SWP.

(15)**Pietro Nenni** (1891-1981), dirigeant socialiste après-guerre, émigré en France, lié à la politique de Front populaire et allié du PC longtemps après la guerre.

(16)Van aborde ici la question centrale dans le débat avec le SWP dont il considérait que la direction avait des positions ultra-gauchistes. Mais il le fait de biais.

(17)**Rosa Luxemburg** (1871-1919) et **Karl Liebknecht** (1871-1919), têtes de file des gauches dans la social-démocratie allemande avant-guerre, fondateurs de Spartakus pendant la guerre, fondèrent le Parti communiste allemand et furent assassinés peu après.

(18)C'est la même année que commença le développement dans la section britannique, le Revolutionary Communist Party, d'une « *Fraction de Gauche* » qui animait des comités de base, notamment de grévistes en grèves sauvages.

(19) Notons cependant qu'en l'absence de van Heijenoort, le secrétariat inspiré par E. R. Frank (et, derrière lui, Cannon) avait refusé l'affiliation du groupe italien, et que Van, de retour, fit renverser la décision.